

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 62 - FIN NOVEMBRE -
MI DÉCEMBRE 2025



SOMMAIRE

3

EUROPE

par Lino TONI

5

MOYEN ORIENT

par Lino TONI

7

AFRIQUE

*par Ulrich KOMECHOU et Tiago RAMOS
- correction par Ulrich KOMECHOU*

9

ASIE

*par Léa BRAVO-BLANCHET et Lino TONI
- correction par Léa BRAVO-BLANCHET*

11

AMÉRIQUES

par Maylis BARON

13

ARMEMENT

*par Lino TONI et Nael YEBKA
- correction par Lino TONI*

RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

Lino TONI

MISE EN PAGE

*Ulrich KOMECHOU, Léa BRAVO-BLANCHET, Maylis BARON,
Nael YEBKA et Lino TONI.*

LITUANIE : RÉOUVERTURE DES POSTES DE FRONTIÈRES AVEC LA BIÉLORUSSIE

Le 30 octobre, la Lituanie avait annoncé fermer ses postes de Medininkai et Šalčininkai, points de passage stratégique sur sa frontière avec la Biélorussie, alliée de la Russie. La violation de l'espace aérien lituanien par un ballon biélorusse a été la source de cette tension, engendrant la Lituanie à annoncer la fermeture de sa frontière pour un mois. Le gouvernement lituanien avait jugé comme acte délibéré le survol de ballons utilisés pour transférer des paquets de cigarette et ce, de manière clandestine.

C'est pourquoi le 19 novembre dernier, la Lituanie a annoncé la réouverture de ses postes de frontières avec la Biélorussie après une montée des tensions entre les deux pays. La Lituanie dénonçait des menaces hybrides et la Biélorussie pointait du doigt également la violation de son espace aérien par des drones lituaniens. Plusieurs centaines de véhicules de transport restaient bloqués en Biélorussie et le gouvernement lituanien dénonçait un « chantage » de la part de Minsk, bloquant des millions d'euros de marchandises.



Par conséquent, le service diplomatique de l'Union européenne a annoncé convoquer le chargé d'affaires de la Biélorussie à Bruxelles. Étant donné que les incursions de drones russes en Pologne, en Estonie et au Danemark ont suscité de vives tensions, l'ajout d'un survol biélorusse de l'espace aérien d'un membre de l'Union européenne et de l'OTAN a été qualifié d'actions de déstabilisation par Bruxelles. Le sujet de sanctions supplémentaires de l'Union européenne envers la Biélorussie a été mentionné par Ursula von der Leyen.

Cet évènement a été source de renforcement des tensions entre la Biélorussie et la Lituanie mais la Pologne a également été comprise dans la dénonciation de Minsk d'un « provocation délibérée ». Les deux pays membres de l'OTAN d'Europe de l'Est possèdent une frontière particulièrement vulnérable puisqu'il s'y trouve le corridor de Suwałki. Le regain de tensions n'assurait rien de bénéfique pour cette partie de l'Union européenne mais la réouverture des frontières va peut-être permettre un apaisement des tensions.

Lino TONI

UKRAINE : LE KREMLIN ANNONCE LA PRISE DE POKROVSK

Izioum, Bakhmout, Avdiïvka et désormais Pokrovsk, ces noms de villes ukrainiennes sont désormais tristement connues pour les batailles y ayant été menées. Le 1^{er} décembre 2025, l'armée russe annonce avoir pris la ville de Pokrovsk et ce, après plusieurs mois d'affrontement. Une rue, un bâtiment, chaque mètre compte dans les combats en Ukraine, et en revendiquant la prise de Pokrovsk, l'armée russe s'assure un coup de force dans son avancée dans l'oblast de Donetsk.

La ville de Pokrovsk représente un nœud logistique de l'armée ukrainienne. Située à l'ouest de l'oblast de Donetsk, elle est la jonction entre l'oblast de Dnipropetrovsk et les positions ukrainiennes du nord-ouest de l'oblast de Donetsk. Ce que signifie la prise de Pokrovsk par l'armée russe, c'est, l'assurance du contrôle d'un point de passage fondamental, le ralentissement la liaison ukrainienne puisque désormais l'armée ukrainienne doit trouver d'autres moyens de communication logistique et s'assurer d'une percée accélérée dans le nord-ouest de l'oblast de Donetsk, qui n'a pas été conquis entièrement par la Russie, bien qu'il soit revendiqué comme annexé.



Toutefois, si l'attention se prête aux informations recueillies par l'application Deep State, créée par des civils ukrainiens, en open source, dans l'objectif de renseigner sur l'avancée russe en Ukraine, il est constatable que l'armée russe n'est pas en possession totale de la ville de Pokrovsk.

L'annonce en avance de la prise de Pokrovsk fait écho avec la stratégie du président russe, Vladimir Poutine. En effet, Vladimir Poutine ne fait que de retarder les échanges pour un cessez-le-feu, jusqu'au point d'en faire annuler les discussions, à l'instar de la rencontre avec Donald Trump prévue en octobre 2025.

Ainsi, le Kremlin cherche à faire progresser son armée aussi loin qu'il soit possible puisque l'objectif est d'obtenir le maximum de territoire avant quelque négociation. La prise de Pokrovsk est par conséquent à inclure dans les prochaines discussions de cessez-le-feu, alors que l'Ukraine se dit prête à négocier sur la base des lignes de front actuelles. L'encerclement actuel de la ville voisine de Dimitrov, relevant du même schéma que pour l'attaque de Pokrovsk, annonce une volonté russe d'envahir l'un des derniers bastions ukrainien du nord-ouest de l'oblast de Donetsk. Le résultat des négociations avec l'émissaire américain révélera davantage les ambitions du président russe. Pour l'instant, l'armée russe perpétue ses avancées en Ukraine et semble ne pas s'apprêter à mettre fin aux affrontements.

Lino TONI

MOYEN-ORIENT

ISRAËL : BENJAMIN NETANYAHOU DEMANDE UNE GRÂCE PRÉSIDENTIELLE

Alors que le plan de l'ONU avec la résolution 2803, comprenant les vingt points du plan de Donald Trump est en train de s'appliquer pour Israël et le Hamas, Benjamin Netanyahu n'est pas épargné des affaires judiciaires lui collant à la peau.

C'est pourquoi le 30 novembre, le premier ministre israélien a adressé une demande de grâce présidentielle au président de l'État hébreu, Isaac Herzog. Benjamin Netanyahu est le premier chef de gouvernement de l'histoire d'Israël qui, en fonction, a été mis en examen pour corruption. Il est entendu régulièrement sur trois affaires, concernant ses faveurs octroyées à des milliardaires, en échange de produits luxueux et pour avoir tenté de modifier des couvertures dans deux médias israéliens.

Isaac Herzog n'a pas encore tranché sur la question de s'il accorderait sa grâce présidentielle à son chef de gouvernement mais cette demande intervient à un moment particulier en Israël. Alors qu'il a annoncé vouloir se présenter aux élections fin 2026, qu'il a publié une vidéo dans laquelle il demande au nom de « l'intérêt public » de le soutenir dans sa requête de grâce présidentielle et qu'il avait pourtant annoncé vouloir aller au terme de son procès afin de prouver son innocence, Benjamin Netanyahu semble se trouver dans une situation inextricable s'il n'obtient pas cette grâce présidentielle.



Cela est sans compter l'intervention de Donald Trump dans les affaires politico-juridiques d'Israël. En effet, le président américain a écrit plus tôt dans le mois de novembre à Isaac Herzog pour lui demander de gracier Benjamin Netanyahu. Par conséquent, le président israélien a précisé qu'il « examinera la requête avec responsabilité et sérieux », seulement « après réception de tous les avis ». Cela pourrait signifier que la demande du président Donald Trump pourrait être prise en compte dans les affaires internes de l'État hébreu.

Donald Trump n'hésite plus désormais à soutenir ouvertement des gouvernements ou des partis dans d'autres États. Après s'être immiscé dans la politique ukrainienne, israélienne et hondurienne, Donald Trump semble prendre un rôle d'acteur clé dans la politique internationale, malgré la souveraineté des États. La grâce présidentielle potentielle de Benjamin Netanyahu pourrait susciter un grand mécontentement au sein de la population israélienne mais pour l'instant, son avenir est entre les mains d'Isaac Herzog.

Lino TONI

MOYEN-ORIENT

LIBAN : LE DÉSARMEMENT COMME MOT D'ORDRE POUR LE PAPE LEON XIV

Du 27 novembre au 2 décembre, le pape Léon XIV, dans ses fonctions depuis six mois, a effectué sa première visite à l'étranger en Turquie puis au Liban. Il a été l'occasion pour le chef de l'Église catholique, de demander l'arrêt des attaques contre le Liban, de célébrer une messe, en français, devant plus de 150 000 personnes et de se recueillir devant le port de Beyrouth où, cinq ans plutôt une catastrophe dramatique s'est produite, coûtant la vie à 220 personnes.

Le principal mot d'ordre de la visite au Liban est le désarmement. En effet, le souverain pontife appelle non seulement au fait de déposer les armes mais également au « désarmement [d]es cœurs ».



Les frappes israéliennes dans le Sud du Liban et les affrontements d'il y a quelques mois avec des membres du Hezbollah restent dans les mémoires et ont même rafraîchies étant donné qu'Israël a repris les tirs de missiles contre des positions de la milice chiite dans le Sud du Liban. Le pape est en visite dans l'objectif d'apaiser les conflits internes et internationaux. D'ailleurs, le Hezbollah a souhaité s'adresser au pape Leon XIV en l'appelant à « prendre des positions dans lesquelles il rejette l'injustice et les attaques ». La réponse du souverain pontife a été le silence tout en ayant précisé avoir pris connaissance de ce message, sans pour autant y répondre directement. Son message principal : « renoncer aux armes et à la violence et s'orienter vers le dialogue » et « chercher des solutions qui ne reposent pas sur la violence, mais qui soient plus efficaces ». La visite au Liban est intervenue après que l'évêque de Rome fût en Turquie. Il a justement fait une recommandation à la Turquie en l'appelant à devenir un médiateur pour la paix dans les conflits internationaux.

En fait, le pape Leon XIV, à travers sa visite en Turquie puis au Liban, rappelle l'importance que représente le chef du plus petit État du monde qu'est le Vatican. Son influence est fondamentale, en témoigne le nombre de personnes présentes lors de la célébration de la messe. Par conséquent, ses mots sont scrutés et d'une importance capitale. C'est pourquoi son appel au désarmement et à la médiation de la Turquie dans la région va sans doute être pris en compte par les chefs de ces États.

A travers ses choix de déplacements, ses actes et ses mots, le pape Leon XIV adopte une position prudente, en mettant le doigt sur le respect de la pratique de chaque religion en décidant de ne pas prier dans la Mosquée bleue en Turquie et de diriger le regard vers les plus démunis et notamment, vers les victimes des ravages de la guerre.

Lino TONI

AFRIQUE

TENTATIVE DE COUP D'ETAT À COTONOU

Ce dimanche 7 décembre, les Béninois se sont réveillés au son des détonations et dans une atmosphère de sidération après l'assaut lancé à l'aube contre la résidence du président Patrice Talon. Alors que le chef de l'État se trouvait sur place, un groupe de militaires a engagé une attaque coordonnée visant à le renverser, plongeant la capitale dans la peur et faisant des morts et des blessés. Quelques minutes plus tard, les putschistes sont apparus à l'antenne de la télévision publique, affirmant avoir «démis de ses fonctions» le président et prétendant prendre le contrôle des institutions. Cette annonce, diffusée après la prise d'assaut des locaux de la SRTB, a créé un choc momentané, ravivant dans la sous-région le spectre des coups d'État militaires qui se sont multipliés ces dernières années.



Mais très vite, le gouvernement a assuré que Patrice Talon était sain et sauf et que les forces loyalistes, appuyées par le Nigéria reprenaient l'avantage. Hélicoptères dans le ciel, quadrillage du centre-ville, rétablissement du signal de la télévision nationale, la riposte militaire a été rapide. Le ministre de l'Intérieur, Alassane Seïdou, a confirmé que la tentative de déstabilisation avait été «maîtrisée», saluant le professionnalisme de l'armée et appelant la population au calme. Dans la journée, au moins treize suspects ont été arrêtés, tandis que le lieutenant-colonel Pascal Tigri, identifié comme chef des putschistes, restait en fuite avec plusieurs de ses hommes.

Sur le plan régional, la Cedeao a condamné fermement cette «action anticonstitutionnelle», soutenant les efforts du gouvernement béninois pour rétablir l'ordre. À l'international, le président français Emmanuel Macron s'est entretenu avec Patrice Talon, réaffirmant son soutien face à cette tentative de renversement. Si l'épisode a été rapidement contenu, il révèle néanmoins des fissures au sein de l'appareil sécuritaire et rappelle que même les États réputés stables de la région ne sont pas à l'abri de tensions soudaines. Le Bénin, encore sous le choc, s'efforce désormais de tourner la page tout en restant vigilant face à de possibles résurgences.

Ulrich KOMECHOU

AFRIQUE

RWANDA ET RDC: UN ACCORD BIEN FRAGILE.

En novembre 2021, la République Démocratique du Congo est surpris par la résurgence du groupe M23. Un groupe armé, actif dans le Nord-Kivu en RDC, fondée en 2012 pour lutter contre le gouvernement congolais. Kinshasa accuse le Rwanda se soutenir le M23. Kigali, de son côté accuse le Congo de soutenir le groupe paramilitaire FDLR, ayant participé au génocide rwandais. Les deux partis nient les accusations, ce qui dégrade les relations diplomatiques de ces derniers.

Plusieurs organisations internationales, dont l'Union africaine, ainsi que plusieurs pays et une large partie de l'opinion publique, ont tenté de rapprocher les deux parties, mais sans succès.

Cependant, l'entrée des Etats-Unis dans les négociations ont "améliore" la situation.

En effet ce Jeudi 4 décembre à Washington, sous médiation et pressions américaines et du Qatar, les président Félix Tshisekedi et Paul Kagame ont signé un accord historique, qualifié de "miracle"

Bien que l'accord de paix est vu d'un bon œil pour les deux dirigeants, qualifié d'« espoir résolu » pour le Président du RDC Félix Tshisekedi. Vu de face cela semble être positif pour les deux pays. Cependant, les journalistes présent ont signalé une froideur palpable et l'absence d'une poignée de main entre les 2 dirigeants.



Malgré cet accord, la paix n'est point garanti. En effet les rebelles de l'AFC-M23, grand responsables du conflit, sont les grands absents du théâtre diplomatique. Ce qui limite un cessez-le-feu absolue. En effet, d'après Tigere Chagutah, directeur régional pour l'Afrique australe et de l'Est à Amnesty International; "les violences se poursuivent dans l'est de la RDC, causant d'immenses souffrances à la population civile". Car oui, les grands perdant de ce conflit, ne sont pas les dirigeants. Mais bien les civiles.

Tiago RAMOS

TAÏWAN AU CŒUR DU BRAS DE FER SINO-JAPONAIS

Les relations entre Pékin et Tokyo se sont nettement détériorées ces dernières semaines, marquées par une succession de décisions et de déclarations qui ont accéléré les tensions. L'avertissement lancé par la Chine à ses ressortissants, les appelant à éviter le Japon après les propos de Sanae Takaichi sur Taïwan, a déclenché une onde de choc immédiate : près d'un demi-million de billets d'avion ont été annulés en quelques heures, ouvrant une brèche économique que Pékin n'hésite pas à élargir.



Les compagnies chinoises remboursent à l'unisson, les liaisons aériennes se figent, et l'industrie culturelle japonaise voit son accès au marché chinois se refermer brusquement. L'annulation d'événements bilatéraux et la mise sous silence d'enquêtes communes témoignent d'un climat politique que Pékin juge « gravement altéré ».

Tokyo, de son côté, en appelle à la prudence de ses ressortissants en Chine, comme si l'écho de la confrontation diplomatique se répercutait déjà dans le quotidien des citoyens ordinaires. Derrière ces recommandations se dessine un paysage sécuritaire rendu incertain par la vigueur de la réaction chinoise. Cette crispation n'est pourtant qu'une pièce d'un tableau plus large, où s'inscrit le projet japonais de déployer des missiles sol-air sur l'île de Yonaguni, à quelques encablures de Taïwan. Pékin y voit une provocation délibérée, une tentative d'alimenter la confrontation militaire, d'autant plus dangereuse qu'elle s'ajoute aux propos jugés inadmissibles de Takaichi.

Car tout part d'une déclaration : l'idée, avancée par la Première ministre, qu'une attaque chinoise contre Taïwan pourrait justifier l'engagement militaire du Japon. Un scénario longtemps tabou, mais rendu possible par la loi de 2015 permettant l'exercice de l'autodéfense collective. Pour Pékin, cette posture n'est rien moins qu'une menace ; pour Tokyo, elle répond à une inquiétude croissante face à l'assertivité chinoise. Takaichi, figure de droite de son parti, assume sa ligne : renforcer les défenses japonaises, accélérer l'augmentation du budget militaire, et affirmer que le pire doit désormais être anticipé.

Le résultat dépasse la simple passe d'armes rhétorique : les ambassades se convoquent, les menaces se multiplient, les marchés financiers s'inquiètent, et les échanges humains s'effritent. Pékin laisse planer l'idée que toute intervention japonaise serait perçue comme une agression, tandis que Tokyo redoute qu'un voisin hostile ne consolide sa présence sur la première chaîne d'îles du Pacifique. Dans cette dynamique d'escalade, Taïwan, elle, rappelle que la retenue devrait prévaloir et que la stabilité régionale ne peut être l'otage d'un bras de fer dont les contours se durcissent de jour en jour.

Léa BRAVO-BLANCHET

THAÏLANDE-CAMBODGE : UN APAISEMENT DES TENSIONS COMPLEXE

Vendredi 12 décembre, le président américain Donald Trump avait annoncé que les gouvernements thaïlandais et cambodgiens avaient accepté un accord de cessez-le-feu. Le lendemain, le Cambodge affirme que deux avions de combats F-16A/B avaient largué sept bombes sur différentes positions. Au même moment, l'armée thaïlandaise s'indignait de la perte de quatre de ses soldats à la frontière, en raison de tirs cambodgiens.



En ce qui concerne le cessez-le-feu, le président américain, bien qu'ayant proclamé avec assurance un apaisement des tensions, sur le terrain, la réalité est tout autre. En effet, le premier ministre thaïlandais, Anutin Charnvirakul a assuré que Donald Trump n'avait « pas indiqué [s'il fallait] instaurer un cessez-le-feu ». Il précise davantage en prétendant qu'ils n'en avaient pas parlé non plus.

Pourtant, Donald Trump soulignait dans sa publication sur son réseau Truth Social que « les deux pays sont prêts pour la paix et la poursuite des échanges commerciaux avec les Etats-Unis d'Amérique ». Dans ce message, il y avait également la mention du nom du premier ministre de Malaisie, Anwar Ibrahim, que le président américain a rencontré il y a quelques semaines. De son côté, le premier ministre cambodgien, Hun Manet, met en avant que le Cambodge « a toujours adhéré à des moyens pacifiques pour résoudre les conflits ». Il en assurait même les Etats-Unis et la Malaisie d'utiliser leurs capacités de renseignement pour vérifier qui était responsable d'avoir ouvert le feu en premier.

Thaïlande et Cambodge se disputent des morceaux de territoires sur leurs frontières depuis plusieurs dizaines d'années et bien que tous les deux soient membres de l'ASEAN, cela révèle des difficultés pour cet organisme de trouver des solutions de paix à un conflit frontalier. Les coopérations économiques renforcées assurent généralement des tensions apaisées mais ce conflit en fait ressortir l'inverse.

Par conséquent, il est possible ici de se remémorer le conflit érythro-éthiopien qui, de 1963 à 1993 a conduit à une guerre civile, menant à l'indépendance de l'Érythrée par la suite. La frontière était ainsi un sujet de frictions entre les gouvernements, suscitant ensuite une intervention onusienne sur le territoire pour protéger les populations, notamment tigréennes. La situation à laquelle fait face l'Asie du Sud-Est, avec un conflit frontalier non réglé et un acteur prétendant continuer de mener les combats jusqu'à ce que « le territoire et le peuple ne soient plus menacés », menace justement la stabilité d'une entité plus large : l'ASEAN. Le Conseil de sécurité de l'ONU se chargera peut être d'intervenir pour protéger les populations locales mais pour l'instant, la paix de Donald Trump a échoué en Thaïlande.

Lino TONI

AMÉRIQUES

VENEZUELA : BLOCUS AÉRIEN ET MENACE MILITAIRE

L'horizon politique de Nicolás Maduro s'est brutalement assombri en cette fin novembre. Suite à l'échec d'une ultime tentative de sortie négociée, l'administration Trump a basculé vers une stratégie de « pression maximale » combinant un blocus aérien *de facto*, une menace d'invasion terrestre et un redéploiement naval agressif, bien que ce dernier génère désormais des frictions politiques publiques à Washington. Le 29 novembre, Donald Trump a acté cette rupture majeure en déclarant l'espace aérien vénézuélien « fermé dans sa totalité », laissant planer la menace d'une attaque imminente. L'ordonnance s'appuie sur le titre 49 du code des États-Unis et le règlement 14 CFR 91.1609, invoquant un « risque extrême pour la sécurité de l'aviation civile ». Si la mesure ne contraint légalement que les aéronefs américains, elle a déclenché un effet domino immédiat : face au retrait des couvertures assurantielles et aux alertes de la FAA et de l'EASA, les majeurs du secteur (Iberia, TAP, Avianca, Latam, Turkish Airlines) ont suspendu leurs rotations. En représailles, Caracas a révoqué les licences de ces opérateurs.

Cette accélération résulte directement de l'échec des tractations secrètes. Selon *Reuters*, un appel téléphonique du 21 novembre entre Trump et Maduro s'est soldé par un ultimatum de sept jours donné au dirigeant vénézuélien pour quitter le pouvoir. Ce délai ayant expiré le 28 novembre, Maduro, qualifié de « fugitif » par la justice américaine et dont la capture est primée à 50 millions de dollars, fait désormais face à une rhétorique guerrière, Donald Trump ayant explicitement évoqué le 27 novembre des opérations « terrestres » à très court terme.



Sur le terrain, la pression s'intensifie via l'opération « Southern Spear ». Les États-Unis réactivent des points stratégiques, notamment avec la réouverture controversée de la base de Roosevelt Roads à Porto Rico, et s'appuient sur la logistique de pays tiers comme le Panama et la République dominicaine. Cependant, la violence des engagements commence à fissurer le front politique à Washington. Avec un bilan dépassant les 80 morts depuis septembre lors de bombardements sur des embarcations suspectes. Face aux questions sur la légalité de l'acte, la Maison-Blanche a tenté d'exonérer le Secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, en rejetant la responsabilité opérationnelle exposant des fractures inquiétantes dans la chaîne de décision américaine alors que les manœuvres s'intensifient.

Maylis BARON

AMÉRIQUES

HONDURAS : LE CANDIDAT ADOUBÉ PAR TRUMP REPASSE EN TÊTE SUR FOND DE SUSPICIONS ET D'INGÉRENCE

Le Honduras, nation de 11 millions d'habitants minée par la pauvreté et la violence des gangs, a tenu ses élections générales dimanche 30 novembre, un scrutin à tour unique qui marque déjà une sanction claire contre la gauche au pouvoir (parti LIBRE), reléguée loin derrière. Ce jeudi matin marque un basculement critique dans le duel restant : alors que le dépouillement atteint désormais 84,4 % des suffrages, le candidat conservateur du Parti national, Nasry « Tito » Asfura, vient de reprendre l'avantage avec 40,05 % des voix. Il devance d'une courte tête (environ 8 000 bulletins) le centriste du Parti libéral, Salvador Nasralla (39,75 %), qui conservait encore une légère avance mercredi. Ce retournement intervient après plusieurs interruptions du comptage attribuées à des défaillances de la plateforme de tabulation, alimentant les suspicions de fraude dans un pays sous haute tension.

Cette remontée d'Asfura s'opère sous la pression explicite de la Maison-Blanche. Lundi soir, Donald Trump avait accusé la commission électorale de vouloir « changer les résultats » et menacé Tegucigalpa de « conséquences graves » si son favori ne l'emportait pas. Ce soutien au Parti national s'est accompagné d'un geste spectaculaire le jour du vote : la grâce présidentielle accordée à l'ex-président hondurien Juan Orlando Hernández (« JOH »).



Condamné en 2024 à 45 ans de prison à New York pour avoir facilité le transit de 400 tonnes de cocaïne, cette figure tutélaire du parti d'Asfura est désormais libre. Une décision qui expose les « contradictions » américaines selon le média *Criterio*, Trump réhabilitant un narcotraffiquant avéré tout en prétendant lutter contre les cartels.

L'ingérence américaine, perçue comme une tentative d'imposer un candidat issu d'un parti « financé par le narcotrafic » (*Criterio*), occulte les passifs judiciaires locaux, Nasry Asfura étant lui-même cité dans les *Pandora Papers* pour malversations. Toutefois, le verdict des urnes reste sans appel pour le gouvernement sortant : Rixi Moncada (LIBRE) accuse un retard de 20 points, sanctionnée pour l'incapacité de l'administration de gauche à endiguer la crise sécuritaire. En faisant basculer la dynamique électorale par la menace et la réhabilitation d'un allié condamné, Donald Trump confirme ici l'application d'une doctrine transactionnelle, privilégiant la loyauté politique absolue sur la cohérence judiciaire ou la lutte contre la corruption. Cette mise au pas politique s'avère critique pour Washington à l'heure où l'opération « Southern Spear » militarise l'arc caribéen : s'assurer la docilité de Tegucigalpa est un prérequis stratégique indispensable pour verrouiller le cordon sanitaire autour du Venezuela et projeter la puissance américaine sans entrave régionale.

Maylis BARON

ARMEMENT

CANONS CAESAR MKII : LA LITUANIE EFFECTUE UNE NOUVELLE COMMANDE

Les canons Caesar MkII, confectionnés dans les années 1990 et mis en service dans les années 2000, confirment leur succès partout dans le monde depuis plusieurs années en raison des ventes auquel l'État français a procédé. Justement, la vente des canons Caesar s'est réitérée et s'est renforcée au cours de la semaine du 8 décembre.



Emmanuel Macron a reçu le premier ministre croate, Andrej Plenkovic, à l'Élysée, pour une visite d'État. Ce dernier a affirmé que la Croatie et la France se sont accordés sur une commande de 18 canons Caesar MkII. Il a également mentionné le projet de moderniser avec l'aide de la France les 12 Rafale acquis par la Croatie et l'acquisition de 15 véhicules blindés Serval, l'ensemble représentant un montant de 320 millions d'euros.

Deux jours plus tard, c'est au tour du ministère de la Défense de la Lituanie d'annoncer son acquisition de 30 canons Caesar MkII. Il s'agit ici d'un renforcement considérable de l'armée lituanienne en ce qui concerne son artillerie. L'armée lituanienne avait déjà reçu 18 pièces en 2022 et cette nouvelle commande place la Lituanie en haut du classement des États utilisant des canons Caesar. Ce transfert représente un montant de 252 millions d'euros, et à cela s'ajoute le coût de construction d'un site de maintien en condition opérationnelle de 12 millions d'euros.

Il s'agit ici d'une occasion de rappeler que la France n'exporte pas seulement des Rafale ou des frégates aux quatre coins du monde mais également de l'armement terrestre. KNDS France assure que l'atout majeur du canon Caesar est sa « fiabilité », notamment en raison de son efficacité au cours de la guerre en Ukraine.

En alliant rapidité, robustesse et simplicité de maintenance, le canon Caesar s'impose comme un incontournable pour les armées terrestres européennes, voire mondiales. KNDS France rappelle que le taux de destruction des canons Caesar en Ukraine est de 11%, contrairement à d'autres systèmes plus lourds et chenillés qui est de 50%.

Ainsi, le canon Caesar MkII renforce l'image de l'armée française à travers les nouvelles commandes passées et les intentions de commande d'autres pays européens, puisqu'il illustre les ventes françaises non seulement de systèmes aériens et maritimes mais également terrestres. La Lituanie de son côté, après avoir acquis 48 canons Caesar en l'espace de trois ans, montre sa détermination à renforcer son armée et s'assure un armement Made in Europe, pouvant rassurer l'Union européenne.

Lino TONI

ARMEMENT

LE JINTIAN CHINOIS : DRONE PORTEUR DE DRONES

Ce 11 Décembre 2025, la Chine a réalisé le premier envol de son "drone-porteur", nommé Jiutian, caractérisé comme un "drone-porteur de drones". Cet engin aérien fut révélé au public l'an passé au 2024 China Airshow, et est alors passé au stade d'essai et d'une possible production future.



Le Jiutian fut conçu comme un "avion sans-pilote à réaction lourd", et sa configuration est adaptée pour des opérations de longue-distances, hautes altitudes, et d'une grande diversité de charges. Le drone possède un empennage en forme de H et un réacteur au-dessus du fuselage arrière, apte pour une performance endurante et stable, tout en apportant une plus grande flexibilité que les autres UAV de sa catégorie. En termes de taille, le Jiutian mesure 16 mètres de long et une envergure de 25 mètres. Il pèse environ 16 tonnes et peut porter une charge de 6 tonnes. Il est conçu pour des altitudes de 15000 mètres, une endurance de 12 heures, et une autonomie de 7000 kilomètres.

La caractéristique principale du Jintian est sa capacité à agir comme "drone-porteur", c'est-à-dire de pouvoir porter dans sa soute interne d'autres systèmes sans pilote ainsi que des munitions rôdeuses. Les éléments visuels et les descriptions de conception suggèrent la présence de trappes latérales ou ventrales permettant le largage en vol de ces systèmes, afin de soutenir des profils de missions complexes.

Au-delà du déploiement de drones, le Jiutian est présenté comme une plateforme multi-rôle. Il peut être configuré pour des missions de renseignement et de reconnaissance, servir de relais de communications aéroportées, ou emporter des armements sur des points d'emplacements externes. Sa flexibilité de charge lui permet également d'assurer des missions civiles, telles que le soutien logistique, les communications d'urgence, la réponse aux catastrophes ou encore les missions de cartographie et de relevés à grande échelle.

Les réactions internationales à ce premier vol ont été contrastées. Certains observateurs ont mis en avant le choc potentiel de cette plateforme sur l'évolution de la guerre aérienne, en raison de la plus grande portée en termes de distance et de sa capacité à agir de manière autonome. Néanmoins un appareil de cette taille, dépourvu de caractéristiques de furtivité, pouvant être comparée à une montgolfière en raison de sa grande envergure, pourrait se révéler vulnérable dans un espace aérien contesté et serait réalistiquement voué à opérer en dehors de zones couvertes par des défenses aériennes ennemies.

Nael YEBKA

SOURCES

• EUROPE

◦ Lituanie : réouverture des postes de frontières avec la Biélorussie

- Gavin BLACKBURN, Euronews : "La Lituanie rouvre sa frontière avec le Bélarus après la violation de son espace aérien", publié le 20/11/2025.
- Lou CAUBET, Toutel'Europe.eu : Biélorussie : Ursula von der Leyen prévoit de nouvelles sanctions après une "attaque hybride" en Lituanie", publié le 02/12/2025.
- Le Figaro : "Chute d'un drone : la Biélorussie accuse la Lituanie de "provocation", publié le 02/12/2025.

◦ Ukraine : Le Kremlin annonce la prise de Pokrovsk

- Pierre HASKI, France Inter : "En Ukraine, bataille décisive au coeur de la ville de Pokrovsk", publié le 02/12/2025.
- Yves BOURDILLON, Les Echos : "Guerre en Ukraine : le Kremlin joue au chat et à la souris avec l'émissaire de Trump", publié le 02/12/2025.
- France Inter : "Les nouvelles technologies permettent de déceler le vrai du faux sur la prise de Pokrovsk en Ukraine", publié le 02/12/2025.

• MOYEN-ORIENT

◦ Israël : Benjamin Netanyahu une demande de grâce présidentielle

- 20 Minutes : "Israël : c'est quoi cette demande de grâce de Benjamin Netanyahu dans ses affaires de corruption ?", publié le 01/12/2025.
- Courrier International : "Netanyahu demande la grâce présidentielle : "On ne sait plus trop s'il faut rire ou pleurer"", publié le 01/12/2025.
- Luc BRONNER, Le Monde : "Benjamin Netanyahu demande sa grâce au président israélien, Isaac Herzog, et prépare la campagne pour sa réélection", publié le 30/11/2025.

◦ Liban : le désarmement comme mot d'ordre pour le pape Leon XIV

- Gaétan SUPERTINO, Le Monde : "Live : Le pape Leon XIV appelle à l'arrêt "des attaques" au Liban, au terme d'un voyage pontifical marqué par les symboles et une politique prudente", publié le 02/12/2025.
- Fabrice BAGENDEKERE, Vatican News : "Le Pape exhorte les Libanais à s'unir pour le leur terre retrouve de sa splendeur", publié le 02/12/2025.
- L'Orient Le Jour : "L'Eglise propose au Hezbollah de déposer les armes et s'engager dans le dialogue" déclare de pape", publié le 02/12/2025.

SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Rwanda et RDC: un accord bien fragile.**

- Le Monde: "Donald Trump et les présidents du Rwanda et de la RDC signent un accord de paix à Washington", publié le 04/12/2025.
 - Le Point: "RDC-Rwanda : un accord sous pression américaine, alors que les combats se poursuivent dans l'Est", publié le 05/12/2025.
 - Amnesty International: "RDC. Malgré les accords de paix, les atteintes aux droits humains se poursuivent", publié le 04/12/2025.

- **Tentative de coup d'état à Cotonou**

- Cnn : Benin's president condemns foiled coup bid, says mutineers 'fleeing' - 08/12/2025.
 - Le monde : Le Bénin frôle le basculement après une tentative de putsch - 07/12/2025.
 - Al Jazeera : Nigeria says it deployed jets, troops to Benin to 'dislodge coup plotters' - 08/12/2025.
 - Rfi : Bénin: le porte-parole du gouvernement revient sur la tentative de coup d'État - 10/12/2025.

- **ASIE**

- **Taïwan au cœur du bras de fer sino-japonais**

- RFI : « Les tensions diplomatiques entre le Japon et la Chine prennent de l'ampleur », publié le 18/11/2025.
 - L'Express : « Tensions entre la Chine et le Japon : ces missiles près de Taiwan qui inquiètent Pékin », publié le 24/11/2025.
 - The Guardian : "China and Japan are in a war of words over Taiwan – what happens next?", publié le 17/11/2025.

- **Thaïlande-Cambodge : un apaisement des tensions complexe**

- France 24 : "Les combats entre la Thaïlande et le Cambodge continuent, malgré un cessez-le-feu annoncé par Trump", publié le 13/12/2025.
 - Rfi : "La Thaïlande frappe à nouveau le Cambodge quelques heures après l'annonce d'un cessez-le-feu", publié le 13/12/2025.
 - Le Monde : "Le Cambodge dénonce des bombardements thaïlandais en dépit de l'annonce d'un cessez-le-feu par Donald Trump", publié le 13/12/2025.

SOURCES

- **AMÉRIQUES**

- **Venezuela : blocus aérien et menace militaire**

- Courrier International — « Au Venezuela, l'espace aérien se ferme et l'horizon s'obscurcit pour Maduro », 2 décembre 2025.
 - El Nacional — « Restriction de la FAA dans l'espace aérien vénézuélien : ce que cela implique », 1^{er} décembre 2025.
 - El País (édition América) — « Maduro rompe su silencio sobre la llamada con Trump: "Fue en un tono de respeto y cordial" », 3 décembre 2025.

- **Honduras : Le candidat adoubé par Trump repasse en tête sur fond de suspicions et d'ingérence**

- Courrier International — « Trump gracie un ancien président du Honduras condamné pour trafic de drogue », 2 décembre 2025. [Courrier international](#)
 - Reuters — « Honduras election swings again, conservative Asfura takes slim lead », 4 décembre 2025. [Reuters](#)
 - La Tribuna — « Nasralla supera a Asfura en más de 16 mil votos con el 79.55 % del escrutinio », 3 décembre 2025. Pas de confirmation de la date exacte de publication ni le pourcentage exact (79,55 %).

- **ARMEMENT**

- **Canons Caesar MkII : la Lituanie effectue une nouvelle commande**

- Philippe CHAPLEAU, Ouest France, Lignes de défense : "La Lituanie commande 30 Caesar MkII supplémentaires pour équiper son artillerie", publié le 11/12/2025.
 - Mickaël Bosredon, 20 Minutes : "Défense : "Robustesse", "fiabilité"... Le canon Caesar français engrange les commandes à l'étranger", publié le 11/12/2025.
 - Le Monde : "La Croatie commande 18 canons Caesar à la France et va moderniser ses Rafale", publié le 08/12/2025.

- **Le Jintian chinois : drone porteur de drones**

- China's High-Flying Swarm Mothership Drone Has Flown, The War Zone, December 11 2025
 - China Unveils World's Largest UAV Mothership, Jiutian; IAF Veteran Calls Jetank A "Juicy Target" For Missiles, Eurasiantimes, 11 December 2025
 - China's Massive Drone Swarm Mothership "Jiutian" Takes Flight, The Aviationist, 11 December 2025



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

